

 TOUTE L'ACTUALITÉ EN DIRECT	Web
	April 28, 2011

La Révolution tunisienne, les enjeux de la transition démocratique et le rôle de la société civile

Le rôle des structures de la société civile dans la réussite de l'action de transition démocratique, les moyens de rompre avec les formes d'action associative précédentes caractérisées par le rapprochement effréné du parti au pouvoir et le défi de la réalisation de la conciliation entre les organisations et le citoyen tunisien, sont les principaux thèmes évoqués par les experts et les responsables tunisiens et étrangers, participant à la 14ème édition du forum international de Réalités.

Les intervenants aux travaux de la première séance de cette rencontre, tenue, jeudi, sur le thème "le réveil des peuples et des sociétés sud méditerranéennes:le cas de la Tunisie" ont insisté sur l'impératif de parvenir à une conciliation entre le citoyen tunisien, les organisations nationales et les structures de la société civile, accusant cette dernière d'enraciner la rupture entre elle et les personnes aspirant à être actives dans le mouvement associatif et ce, à travers des pratiques irresponsables face aux problématiques de la société civile et attentes des citoyens.

La juriste, Bochra Belhaj Hmida, a fait remarquer que les associations et les structures de la société civile, ont fait au cours de l'ère précédente beaucoup plus de politique que les partis politiques eux-mêmes qui ont été brimés. D'ou, a-t-elle ajouté, la colère exprimée par la rue à leur encontre après la révolution.

L'écrivain Héla Béji a considéré que le terrorisme d'Etat perpétré par le régime déchu à l'encontre des structures de la société civile a créé une rupture entre celles-ci et les citoyens, ce qui nécessite, a-t-elle dit, la création de liens solides entre le tunisien et les structures de sa société civile, et ce, pour l'inciter à participer davantage à la vie associative.

Plusieurs intervenants ont précisé que les structures de la société civile ne peuvent s'adonner à leurs activités sous le règne d'un régime dictatorial. Cette situation qui a perduré durant les deux dernières décennies a provoqué un repli de la présence de la société civile sur la scène internationale.

D'autres parties ont affirmé que la fin du terrorisme d'Etat a donné lieu à une forme d'entente sociale, les tunisiens montrant désormais davantage d'intérêt pour le travail associatif, prenant connaissance des orientations et programmes des différentes structures de la société civile.

Des activistes au sein des structures de la société civile et des associations nationales ont appelé à conjuguer les efforts pour attirer les jeunes et les inciter à adhérer à leurs programmes, l'objectif étant de les faire participer au tracé des choix futurs, adressant des reproches aux partis politiques pour avoir monopoliser la scène médiatique.

Sur le plan économique les intervenants ont mis l'accent, au cours des travaux de la deuxième séance du forum, ayant pour thème "les défis économiques pour la transition démocratique en Tunisie", sur l'ampleur des défis posés, lesquels auront un impact profond sur la réussite de la transition démocratique.

Des analystes économiques ont précisé que le paysage économique en Tunisie demeure "incertain" et ne favorise pas la mobilisation des investissements extérieurs selon le directeur du programme "Invest in Med", Emmanuel Noutary, délégué général d'ANIMA Investment Network, qui a ajouté que 30% des investissements étrangers installés en Tunisie ont quitté le pays au cours du premier trimestre 2011.

L'expert économique auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) Nabil Ben Hammouda a évoqué les effets négatifs de la Révolution sur l'économie nationale qui a également pâti de la hausse des prix des produits alimentaires sur le marché mondial.

Des études réalisées par M. Ben Hammouda avec le concours de plusieurs experts indiquent que la croissance économique en Tunisie ne dépassera pas 1% en 2011, pour se situer au grand maximum à 1,83%, et que l'année prochaine sera une année cruciale pour la relance de l'économie avant une clarification de la situation à l'horizon 2013.

En vue de dépasser cette situation, des experts économiques étrangers ont fait savoir qu'il incombe aux responsables tunisiens d'informer les organisations et institutions économiques européennes de la situation qui prévaut en Tunisie, ajoutant que "la réalité tunisienne demeure imprécise pour les décideurs des institutions d'investissement européennes" dont il s'agit de regagner la confiance et auxquels il y a lieu d'expliquer que la Tunisie a rompu avec toutes les formes de corruption financière et d'empêchement des investissements étrangers.

Dans ce contexte, M. Jean Louis Reiffers, président du comité scientifique FEMISE, a fait remarquer que la conjoncture que la Tunisie traverse à l'heure actuelle est similaire à celle que la Pologne a vécue lors de sa révolution, posant un défi de taille aux responsables tunisiens à savoir comment passer d'un système capitaliste injuste à un système économique démocratique libre". Pour ce faire, a-t-il dit, les partenaires européens de la Tunisie doivent soutenir cette transition de manière à permettre au pays de dépasser les difficultés conjoncturelles.

<http://www.tunisiesoir.com/politique/280411-la-revolution-tunisienne-les-enjeux-de-la-transition-democratique-et-le-role-de-la-societe-civile.html>